

Discours de M. Jacques CHIRAC, Président de la République,
à l'occasion du XXe anniversaire de l'Institut français des relations internationales.

Palais de l'Élysée, le jeudi 4 novembre 1999

Messieurs les Présidents, Mesdames et messieurs les ministres, Mesdames, messieurs

Je suis heureux de vous recevoir, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Institut Français des Relations Internationales. Sentinelle vigilante de l'univers géopolitique, l'IFRI s'est hissé, en une génération, au rang des principaux instituts mondiaux. Je sais combien il a fallu d'engagement et de ténacité à Monsieur Thierry de Montbrial et à ses équipes pour aboutir à ces résultats, et je les en félicite chaleureusement. En notre nom à toutes et à tous, si vous me le permettez, je souhaite à l'IFRI vingt nouvelles années, et bien plus encore, de brillants succès.

Mesdames, Messieurs,

Vous vous attachez à observer, à penser le monde, à analyser ses évolutions, à anticiper ses changements majeurs. C'est assez dire que la matière de vos travaux est immense et qu'elle requiert lucidité, rigueur, audace et peut-être surtout liberté intellectuelle.

Vous avez tout dit, avec clairvoyance, avec talent, sur notre fin de siècle, sur ses paradoxes, ses promesses, ses incertitudes. Une fin de siècle qui conjugue la mondialisation irréversible des activités humaines et l'accélération constante du progrès scientifique et technique. Une fin de siècle marquée par la disparition de l'ordre bipolaire, par un début de gestion globale de nos interdépendances, par l'émergence d'une éthique universelle.

Mais, au-delà de l'analyse, nous devons, ensemble, apporter notre réponse à une question essentielle : comment, dans les prochaines décennies, organiser le système international pour permettre à nos enfants de vivre dans un monde en paix, dans un monde prospère, mais aussi dans un monde plus juste et mieux maîtrisé ?

J'ai longuement évoqué cette question centrale avec tous les Ambassadeurs de France cet été. Aujourd'hui, à vous qui, dans le foisonnement de la vie internationale, distinguez les signes qui éclairent notre présent et qui aident à mieux construire notre avenir, je voudrais faire part des principales orientations qui inspirent ma réflexion et mon action.

Mieux organiser le système international au XXIe siècle, c'est d'abord progresser vers un monde multipolaire.

En réponse à la mondialisation, de nombreux Etats choisissent de s'associer pour garder, à l'échelle d'une région, la maîtrise de leur destin. L'Union européenne est l'exemple le plus achevé de cette nécessaire intégration régionale. Mais l'ASEAN, le

MERCOSUR ou l'ALENA, malgré certaines difficultés, illustrent aussi la force de ce mouvement.

Un mouvement que, pour ma part, je juge souhaitable et qui m'a conduit, depuis quatre ans, à multiplier les initiatives en faveur de l'organisation de ce monde multipolaire. Parce que la situation actuelle est mal vécue par de nombreux pays, y compris par le plus puissant d'entre eux, les Etats-Unis, où le Congrès cède trop souvent aux tentations de l'unilatéralisme et de l'isolationnisme. Et parce que pointent déjà, entre Washington et Pékin, les prémices de ce qui pourrait être un jour une nouvelle tension bipolaire.

Nous n'échapperons pas à ce risque grave sans mettre en place d'un dialogue équilibré entre les pôles régionaux. Et c'est l'intérêt de tous. Or, pour moi, ce dialogue ne pourra exister que si l'Union européenne devient elle-même un pôle majeur de l'équilibre mondial, en se dotant de tous les instruments d'une véritable puissance.

Un pas décisif a été franchi dans cette voie avec la création de l'euro, qui s'affirme peu à peu comme l'autre grande monnaie, celle, il faut le noter, de la première puissance économique et commerciale du monde. Il nous faut maintenant renforcer nos institutions pour qu'elles puissent fonctionner efficacement lorsque nous serons 25, peut-être même 30, Etats rassemblant, à travers nos nations, près de 500 millions de citoyens. Cette réforme pragmatique des institutions, préalable à tout élargissement, sera l'une des tâches prioritaires de la présidence française de l'Union européenne, dans quelques mois.

Un autre chantier doit aussi nous mobiliser, celui de l'Europe de la défense. Le Kosovo en a confirmé la nécessité, je dirais même l'urgence. Nous avons besoin d'une Europe de la défense crédible, capable d'agir soit au sein de l'Alliance atlantique, soit de façon autonome, selon la nature des crises.

Comment progresser ? Fin juillet, j'ai transmis à nos partenaires européens un plan d'action proposant la mise en place d'institutions et de capacités militaires efficaces pour que l'Union européenne puisse mieux assumer ses responsabilités. Ce chantier est immense. Il demandera du temps, il demandera des efforts, notamment financiers, il demandera en des moyens, notamment techniques. Il demandera donc de la volonté. Ce sera une autre priorité de la présidence française.

L'Union doit également développer ses liens avec les principaux acteurs de ce monde multipolaire : la Russie, sans laquelle il n'y a pas de paix et de sécurité sur notre continent, la Chine, le Japon, l'Inde, mais aussi avec les ensembles émergents, notamment dans le cadre des processus de l'ASEM et de Rio, et aussi avec l'Afrique. L'Europe contribuera ainsi à un meilleur équilibre mondial et retrouvera une place centrale dans le jeu planétaire.

Mais les Européens doivent renforcer d'abord leur coopération avec les pays au Sud de leur continent. C'est pourquoi j'ai proposé que, dans un an, et si les progrès attendus du processus de paix au Proche-Orient le permettent, se tienne en France le premier sommet de tous les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe et de la Méditerranée. Avec un objectif : édifier progressivement, d'une rive à l'autre de notre mer commune, pour la première fois depuis quinze siècles, un seul espace de stabilité et de paix, de coopération et de développement. C'est la voie de l'avenir.

L'Europe doit aussi renouveler ses liens historiques avec l'Afrique. En modernisant ses instruments d'aide et en s'engageant avec détermination aux côtés des dirigeants qui

font le choix courageux de la bonne gouvernance, de la démocratie et de la paix. C'est une question de morale et c'est aussi notre intérêt à long terme.

En un mot, je souhaite que l'Union européenne, construite chaque jour par une négociation continue entre tous ses Etats, contribue, de la même façon, à la mise en place d'un réseau dense de relations organisées, harmonieuses, entre les différents pôles du monde.

Oui, notre monde a besoin aujourd'hui d'une Europe engagée, imaginative, attentive aux préoccupations des autres. Comme il a besoin de l'engagement constructif de la Russie et de la Chine, du Brésil et du Japon, de l'Inde et du Mexique, et plus généralement de toutes les grandes nations des cinq continents.

Comme il a besoin aussi de l'engagement responsable des Etats-Unis. Je salue leur impressionnant dynamisme économique et technologique. Je déplore l'actuel désengagement américain sur plusieurs dossiers majeurs, du fait des décisions du Congrès. Je souhaite que les Etats-Unis assument à nouveau sur la scène internationale, et dès que possible, toutes leurs responsabilités. Mais le monde est fragile. Il n'attend pas. S'il n'avance pas, il recule. Rappelons-nous les leçons de l'histoire. Alors, que tous ceux qui veulent progresser unissent leurs efforts !

Avancer, construire un monde multipolaire, est en soi un progrès, car c'est aller vers une répartition du pouvoir plus équilibrée et donc mieux acceptée. Mais il est nécessaire, dans le même temps, de renforcer les institutions internationales. D'abord parce que les relations entre les grands ensembles peuvent être difficiles. On le voit avec la multiplication des contentieux transatlantiques, aujourd'hui commerciaux, demain peut-être monétaires. Il nous faut des règles et il nous faut des arbitres. Et ensuite, parce que la globalisation appelle nécessairement une réponse globale. Penser le multilatéralisme au XXI^e siècle c'est aussi définir les objectifs que se fixe la société mondiale.

Nous devons rénover, et doter de ressources financières suffisantes, le système international mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale, à San Francisco et à Bretton Woods. En commençant par les Nations Unies, clé de voûte de tout le système et seul lieu d'élaboration démocratique des progrès de la conscience universelle et de l'Etat de droit international.

La France ne peut accepter, et n'acceptera pas, qu'une organisation de défense régionale s'arroge le rôle de gendarme du monde, rôle confié par la Charte de l'ONU au Conseil de sécurité et à lui seul.

Il faut que le Conseil, irremplaçable acteur de la paix, soit élargi pour mieux représenter le monde tel qu'il est aujourd'hui. Il faut aussi qu'il réfléchisse sur la gestion des crises, à la lumière notamment de celle du Kosovo. Si le principe de souveraineté est au coeur de l'ordre international, il faut néanmoins faire progresser sans cesse le respect des droits de l'Homme et le droit humanitaire. Le prix Nobel décerné à Médecins Sans Frontières illustre les exigences nouvelles de nos peuples. La pratique internationale des Etats doit mieux les prendre en compte. Enfin, le Conseil de sécurité et le Secrétaire Général de l'ONU doivent développer leurs actions préventives et ils doivent bénéficier pour cela de moyens accrus. Agir avant, coûte toujours beaucoup moins cher, surtout en vies humaines, qu'intervenir après.

Plus largement, je souhaite que le "sommet du millénaire" qui réunira à New York, dans un an, tous les chefs d'Etat et de Gouvernement de la planète, soit l'occasion d'une réflexion sur les règles du jeu qui devront être respectées par tous les acteurs-Etats, entreprises ou associations- de cette nouvelle société internationale.

Pour nourrir ce débat, j'ai proposé que tous les Chefs d'Etat réunis à l'ONU adoptent, dans une déclaration solennelle, sept principes, sept piliers sur lesquels la communauté des Nations pourrait bâtir le nouvel ordre mondial : principe de responsabilité collective dans l'action ; principe d'équité ; principe de solidarité ; principe de diversité ; principe de précaution ; principe de liberté ; principe de complémentarité. Sept principes politiques essentiels que je ne développerai pas ici mais qui pourraient nous guider pour fonder de nouveaux progrès vers une mondialisation humaine et maîtrisée.

Mais la sagesse des Nations doit s'exprimer d'abord dans un domaine dont dépend la survie même de l'humanité : le désarmement. Je le dis solennellement : tout le système de lutte contre la prolifération nucléaire est aujourd'hui menacé. La décision consternante du Sénat des Etats-Unis ne doit pas servir de prétexte aux autres Etats qui n'ont pas signé ou ratifié le traité d'interdiction des essais. Je souhaite au contraire qu'ils accomplissent ces gestes attendus de tous et qu'ils montrent ainsi où se trouve la raison.

Ensemble, nous devons aussi, dès les prochaines semaines, sortir de l'impasse les discussions de Genève sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires. Nous devons enfin éviter toute mise en cause du traité ABM qui pourrait conduire à une rupture des équilibres stratégiques et à une relance de la course aux armements nucléaires.

A quelques mois de la conférence d'examen du TNP, recréons le cercle vertueux qui avait permis les progrès importants de ces dernières années ! C'est possible. C'est une question de volonté et de responsabilité.

Il serait cependant illusoire et risqué de limiter nos efforts au seul désarmement nucléaire. N'oublions pas que 90% des victimes dans les conflits actuels sont le fait d'armes individuelles dont la dissémination doit être vigoureusement combattue.

Et la menace grandissante des armes chimiques et biologiques, aggravée par la prolifération balistique, doit nous inciter à doter les institutions compétentes des moyens de contrôle et de coercition indispensables.

Dans le domaine financier, le spectaculaire rétablissement opéré depuis un an ne nous dispense pas d'achever les réformes nécessaires. Si nous nous laissons aller, les éléments de fragilité du système provoqueraient tôt ou tard une nouvelle crise grave.

Il faut renforcer le FMI, le doter d'un Conseil ministériel responsable des décisions politiques.

Il faut progressivement, pragmatiquement, réduire les fluctuations excessives entre les trois principales monnaies et accroître la stabilité des changes entre monnaies régionales.

Il faut enfin mener à son terme le travail d'élaboration des codes de conduite qui amélioreront la transparence et la surveillance des mouvements de capitaux. Ces codes devront être appliqués par tous, pays développés et pays émergents, puissance publique et secteur privé. Ils devront aussi s'appliquer aux "hedge funds" et aux centres

financiers "offshore". Ceux qui le refuseraient devraient être impitoyablement sanctionnés. Naguère seule à le demander, la France a réussi à entraîner tous ses partenaires du G7 et, aussi, de l'Union européenne, désormais convaincus que ces mesures sont indispensables à la stabilisation et à la moralisation du système financier international.

Moteur de la croissance mondiale, le commerce doit, lui aussi, être soumis à des règles précises et équitables. Dernière née des grandes organisations, l'OMC doit être un arbitre incontestable et incontesté. Un arbitre s'imposant à tous et c'est pourquoi je souhaite que la Chine achève dès que possible sa négociation d'adhésion et soit associée au lancement du prochain cycle, en décembre à Seattle.

Ce cycle sera réussi s'il convainc nos peuples des bienfaits de la libéralisation des échanges. En intégrant leurs préoccupations dans les domaines de l'environnement, de la pauvreté, des normes sociales et de la sécurité alimentaire. En préservant la diversité culturelle. En associant mieux les pays en développement à l'économie mondiale, et là il y a un immense effort qui ne peut pas être reporté. Bref, pour tous les Européens, une approche humaine, large et ambitieuse s'impose.

Je souhaite que l'Union européenne évoque aussi à Seattle une question qui me paraît essentielle : celle de l'incompatibilité croissante des instruments juridiques élaborés dans des enceintes internationales différentes. L'OMC doit veiller à une application du droit qu'elle génère compatible avec les traités élaborés dans d'autres organisations, qu'ils concernent les normes sociales, la culture, l'environnement ou la sécurité alimentaire.

Le contentieux du boeuf aux hormones ou celui, annoncé, sur les organismes génétiquement modifiés qui peut se chiffrer en milliards de dollars, appellent une réflexion sérieuse. Bien sûr, l'Union Européenne doit se doter rapidement d'une Agence comparable à la "Food and Drug Administration" américaine. La France l'a proposé et cette idée fait son chemin. Mais comment gérer les inévitables contentieux internationaux ?

Lors du sommet du G8 de Cologne, j'ai suggéré la création d'un Haut Conseil scientifique mondial pour la sécurité de l'alimentation, afin de prévenir ou de faciliter la gestion des conflits dans ce domaine si sensible, et ceci sur la base du respect du principe de précaution. Oui au progrès de la science ! Mais on ne saurait, au seul nom de la liberté du commerce, prendre des risques avec la santé des hommes.

La Société de l'Information, phénomène majeur de notre temps, doit aussi nous conduire à réfléchir à la compatibilité des droits élaborés dans différentes enceintes internationales. Les communications en ligne sont libres et doivent le rester. Mais des règles sont indispensables pour la protection des données personnelles, la signature électronique, les droits d'auteur ou le commerce électronique, comme pour la lutte contre le crime de haute technologie. Une co-régulation, associant entreprises et Etats, est nécessaire. L'Union européenne a déjà adopté plusieurs directives sur ces sujets. Mais comment passer au niveau mondial ? La France fera, l'an prochain, des propositions sur ce sujet si important.

Dans le domaine difficile de l'environnement, une réforme s'impose également. Nous sommes aujourd'hui 6 milliards. Notre pression sur les ressources limitées de la planète va continuer de s'accroître. Nous ne pouvons plus accepter que la gestion des problèmes d'environnement soit éparpillée entre de trop nombreuses enceintes ou ignorée par de trop nombreux pays. Le moment est venu de relancer le projet d'Autorité mondiale pour fédérer les actions entreprises et en pour en assurer la synergie.

Fixer les règles, rénover les institutions de la société mondiale, c'est bien. Mais n'oublions jamais les fins morales de notre action. Et à cet égard, je crois qu'il faut avoir deux préoccupations .

La première est simple à exprimer : comment lutter contre l'exclusion qui se développe au niveau mondial ? Pour y parvenir, nous devons je crois agir dans trois directions complémentaires :

D'abord, maintenir et développer l'indispensable aide publique au développement. Sans elle les pays les plus pauvres ne pourront pas s'équiper. La France demeure le deuxième donneur mondial en valeur absolue derrière le Japon. Il n'est pas normal que l'Union européenne apporte à elle seule 60% du total de l'aide publique au développement dans le monde. Un effort de chacun s'impose. Il doit être mieux partagé. C'est une question d'équité, de responsabilité, de morale et, tout simplement, d'intérêt bien compris.

Ensuite, et toujours dans l'esprit de lutter contre l'exclusion d'un nombre croissant de nations aujourd'hui dans le monde, il faut réduire la dette comme le disait très justement le Président ivoirien dans son intervention d'hier. La nouvelle décision d'annulation, prise par le G8 à Cologne, doit être mise en oeuvre rapidement. Il faut, et nous l'avons décidé, que les trois quarts des pays concernés puissent en bénéficier d'ici la fin de l'an 2000. Présidente du Club de Paris, la France fera tout pour que cet objectif soit atteint, elle y veillera aussi attentivement que possible en intervenant notamment auprès des organisations financières internationales concernées.

Enfin, achever la réforme des grandes banques de développement. Elles doivent, davantage encore, orienter leurs interventions vers l'éducation, la santé, vers la bonne gouvernance et vers l'Etat de droit.

La deuxième ambition morale qui s'impose, c'est l'affirmation d'une éthique universelle.

La signature du traité d'interdiction des mines antipersonnel, de la convention créant la Cour pénale internationale ou de la Déclaration sur le génome humain, premier pas vers une convention mondiale sur la bioéthique, participent d'un même mouvement. Une conscience universelle s'impose peu à peu. Aucun Etat, même parmi les plus puissants, ne pourra durablement lui résister.

Cette lente affirmation, qui est l'un des acquis les plus positifs de la globalisation, accompagne, sur tous les continents, les avancées de la démocratie. La démocratie est le plus sûr moyen de garantir la paix. Elle est le meilleur chemin vers un développement durable. Elle doit être défendue avec une détermination sans faille chaque fois qu'elle est menacée. Je veux rendre hommage à l'Organisation de l'Unité Africaine qui, lors de son sommet d'Alger en juillet, a décidé qu'à l'avenir les régimes africains issus de coups d'Etat verraient leur participation suspendue. Je souhaite que toutes les organisations régionales adoptent la même doctrine. Et je ferai une proposition dans ce sens lors du sommet de l'OSCE à Istanbul, dans quinze jours.

Nous devons aussi conduire une action résolue pour préserver la diversité culturelle et linguistique du monde. Cette diversité est indispensable au progrès, un progrès qui, par essence, naît de la confrontation des sensibilités et des idées. Conséquence de la mondialisation, l'uniformisation conduirait, si l'on n'y prenait garde, à une régression de l'humanité et aussi à des replis identitaires. Ce combat pour la diversité culturelle est au coeur du mouvement francophone, qui incarne une dimension importante et originale du monde multipolaire d'aujourd'hui et de demain.

Oui, Mesdames et Messieurs, penser le XXI^e siècle, c'est je crois agir pour un monde où tous les hommes, dans leur diversité respectée, partageront une même conscience universelle pour exercer une sorte de souveraineté collective sur la planète.

Ce monde nouveau, multipolaire et multilatéral, chacune et chacun d'entre vous peut, par ses réflexions, ses prises de position, son action, aider à le faire vivre et s'épanouir dans le siècle qui va naître. Ensemble vous représentez, avec beaucoup de compétence et beaucoup de talent, toutes les écoles de pensée, toute la palette des sensibilités qui font la richesse de l'humanité. Vous incarnez aussi ce qui nous rassemble, ces valeurs essentielles que nous voulons défendre et promouvoir. Ensemble, faisons du XXI^e siècle le siècle de l'éthique !

Je vous remercie.